

Programme du Front de Libération Nationale Adopté à Tripoli par le
conseil National de la Révolution Algérienne en Juin 1962. Vue
d'ensemble de la situation Algérienne. Lecture Approfondie

Par. Ali Mazighi Kamel

Introduction

La présente étude est l'analyse de l'un des plus importants textes fondamentaux du Front de Libération Nationale (F.L.N). Cette importance particulière s'explique par deux éléments majeurs suivants :

- une description globale assez complète de la situation en Algérie à la veille de l'indépendance, tout en dessinant les orientations stratégiques pour l'avenir à court et moyen termes dans les secteurs majeurs du développement de tout pays, à savoir les secteurs économiques, social, politique et culturel.
- Le document a été rédigé à un moment précis et particulièrement important dans l'Histoire de l'Algérie : après le cessez le feu du 19 mars 1962 qui, selon les Accords d'Evian, marque officiellement le fin de la guerre dans le sens de l'arrêt des hostilités, et avant la date du référendum d'autodétermination fixée au 1er Juillet de la même année.

Pour le FLN. Aussi bien que pour le peuple Algérien dans sa quasi-totalité, l'autodétermination allait confirmer massivement le profond désir de paix et d'indépendance des Algériens qui, à travers des générations qui se sont succédées depuis 1830, année du début de la conquête coloniale, ont toujours été convaincus que la présente française en Algérie ne pouvait qu'être provisoire, n'a que trop duré. Et c'est précisément parce que la colonisation a trop duré en Algérie qu'aucun haut responsable politique algérien n'a vécu l'expérience de gestion des affaires publiques nationales d'une manière indépendante et ne temps de paix.

Lorsqu'on est à la fois conscient et réaliste, on comprend facilement qu'une fois la guerre terminée, les tâches qui s'en suivent sont autrement complexes et difficiles dans tous les domaines de reconstruction et de développement du pays, domaines dans lesquels la rareté, voire l'absence de cadres compétents n'étaient qu'un handicap parmi tant d'autres qui poussaient certains au pessimisme le plus paralysant.

Le texte du programme de Tripoli est venu pour rassurer tous les membres du Parti et de leur faire prendre conscience que le moment n'est pas de baisser les bras, mais à se préparer à la grande transition : de la guerre à la reconstruction.

Nous allons essayé de faire ressortir, dans les parties qui vont suivre, les préoccupations essentielles du moment, d'abord la crainte d'une déviation sur le plan politique vers une situation possible et subie de néo-colonialisme, loin des idéaux de la proclamation du 1er Novembre 1954.

Ensuite, et en supposant s'être efficacement prémuni contre ce danger, comment jeter les bases d'un développement économique au service des masses populaires qui ont soutenu la Libération Nationale.

Le texte parle « d'une transformation radicale de la société... dans le sens d'une révolution économique et sociale. » (p 684).

1- LES RISQUES ET DANGERS DU NEO-COLONIALISME

Au préalable, il convient de définir le néo-colonialisme. Il s'agit d'une nouvelle forme de colonialisme visant la domination économique et culturelle des pays du Tiers-Monde. En ce qui concerne plus précisément les pays anciennement colonisés, bien qu'ils aient acquis une indépendance officielle, plus formelle que réelle, il s'agit, pour l'ancienne puissance coloniale, de garder le contrôle de ce qui constitue l'essentiel des sources de profits : tenir les rênes de l'économie. En d'autres termes, même si on passe d'une situation de guerre à une situation de paix, l'exploitation du pays et de son peuple continue sous une nouvelle forme adaptée. Ce qui représente objectivement une souveraineté limitée pour la Nation en construction.

Tenant compte de l'évolution récente, le F.L.N déclare clairement ne pas compter sur la gauche française pour préserver l'Algérie du risque de déviation politique vers le néo-colonialisme, le programme de Tripoli précise : « la gauche française qui a toujours joué, sur la plan théorique, un rôle dans la lutte anti-colonialiste, s'est révélés impuissante face au développement implacable de la guerre et à ses conséquences qu'elle n'avait pas prévues.

L'action politique qu'elle a menée est restée timide et inopérante en raison des ses vieilles conceptions assimilationnistes et ses idées erronées qu'elle se faisait de la nature évolutive du régime colonial et de son aptitude à se réformer pacifiquement ». (p 685).

Le risque de déviation n'est pas le résultat d'une vue de l'esprit, une abstraction, il est décelé et constaté par une lecture attentive des accords d'Evian qui tracent, d'une manière assez explicite pour l'analyse politique, la voie vers des rapports de domination néo-colonialisme, « La coopération telle qu'elle ressort des accords implique le maintien des liens de dépendance dans les

domaines économiques et culturel...il est évident que le concept de coopération ainsi établie constitue l'expression la plus typique de la politique néo-colonialiste de la France. Il relève, en effet du phénomène de reconversion par lequel la néo-colonialisme tente de se substituer au colonialisme classique » (p685).

Le F.L.N est vigilant et ne se laisse pas tromper par la stratégie néo-colonialiste de la France, même si elle pare « des dehors séduisants du libéralisme et d'une coopération économique et financière qui se veut désintéressée » (p686).

Un peu plus loin dans le texte du programme de Tripoli, le F.L.N, pour mieux souligner la danger, réitère le risque encouru par l'Algérie : « Après s'être longtemps opposé à notre indépendance, le Gouvernement français, tente, aujourd'hui, d'agir sur elle et de l'orienter selon les exigences de sa politique impérialiste. Les Accords d'Evian constituent une plate-forme néo-colonialiste que la France s'appête à utiliser pour asseoir et aménager sa nouvelle forme de domination ». (p 688).

Comment le F.L.N analyse-t-il, dans ses détails, la stratégie néo-colonialiste du gouvernement français ?

Il y décèle deux tendances majeures, la première consiste à utiliser politiquement la population française d'Algérie et la deuxième a suscité dans les rangs même du F.L.N .une « 3ème force »favorable aux desseins français. Il faut souligner que ces deux tendances ne sont pas exclusives l'une de l'autre mais, au contraire, agissent en même temps pour donner le maximum de chance au projet néo-colonial d'aboutir.

2.1 La population française de l'Algérie comme force de dissuasion :

En toute logique, le F.L.N s'attend à un exode d'une partie du « peuplement français d'Algérie » vers la Métropole. Il prévoit, d'un autre côté, qu'une autre partie, rassurée par le contenu des accords d'Evian qui lui attribue des privilèges conséquents, décide de continuer à vivre en Algérie.

Mais personne ne pouvait déterminer, à l'avance, quel serait le pourcentage respectif de chacune des deux parties.

Le F.L.N pense que le gouvernement français souhaite, en accord avec sa stratégie, qu'un pourcentage maximum restera sur le sol algérien et il « l'y

encouragera par tous les moyens en son pouvoir » (p 687).

Si les accords d'Evian soulignent le droit des français d'Algérie à participer « a la vie politique de la nation (algérienne)...à tous les niveaux » (p687) le F.L.N, par contre, s'en méfie : « Agents actifs de l'impérialisme colonial dans la passé et instruments conscients dans la guerre de répression qui prend fin. Les français d'Algérie sont inaptes à tenir le rôle de support principal et de garant de la politique de coopération que la France leur a assigné dans son plan néo-colonialiste » (p686)

Le F.L.N déclare clairement qu'il ne compte absolument pas sur éventuelle aide de leur part dans les efforts de reconstruction à venir: " Abstraction faite de toute qualification technique, l'écrasante majorité des français d'Algérie, en raison même de leur mentalité colonialiste et leur racine, ne seront pas en mesure de se mettre utilement au service de l'Etat algérien " (p.686)

Le F.L.N considère le peuplement français comme un danger potentiel pouvant donner au gouvernement français un prétexte idéal pour toutes sortes de pressions économiques et financières, voire même pour des interventions militaires ponctuelles. Il ne faut pas oublier que selon les accords d'Evian, une partie des troupes françaises devait rester sur le sol algérien plusieurs années après l'indépendance, notamment à la base aéronavale de Mers El Kébir. Le scénario est envisagé par le F.L.N : « Ce qui est sûr... c'est que le gouvernement algérien aura à affronter les français d'Algérie et que la France, qui se sentira directement impliquée dans cette épreuve de force ne manquera pas de recourir à des pressions lourdes de conséquences »(p686).

2-2 La réalité de la « 3ème force » et son appui décisif à la stratégie néo-coloniale.

Pour qu'elle ait le maximum de chance de réussir, la stratégie du gouvernement français devait s'appuyer sur une tendance, à sa solde, qu'il était nécessaire de créer, d'encourager et de renforcer pour qu'elle parvienne à un rôle dominant à l'intérieur du F.L.N. Ce serait alors le meilleur garant de la protection des intérêts français en Algérie.

« Cette tactique impérialiste peut de résumer comme suit : susciter dans les rangs du F.L.N une « 3ème force » qui serait composée de nationalistes modérés attachés à l'indépendance mais hostiles à toute action conséquente sur le plan révolutionnaire, opposer les éléments de cette 3ème force » aux militants et aux cadres qui, sur la base des aspirations populaires resteront fidèles à la

ligne anti-impérialiste.

Le désir évident du gouvernement français est que la tendance « modérée » l'emporte au sein du F.L.N sur les forces révolutionnaires proprement dites, ce qui rendrait possible une expérience franco- F.L.N dans le cadre du néo-colonialisme »(p688).

Pour se prémunir contre le danger de déviation néo-coloniale qui menace l'Algérie, susciter un regain de vigilance et améliorer le niveau de conscience politique des ses membres, le F.L.N dresse un sérieux réquisitoire sur sa propre situation interne, il s'agit ni plus ni moins d'une sévère autocritique dont nous présentons çï- après quelques extraits :

« De même qu'il y a des féodalités terrines, il peut exister des féodalités politiques, des chefferies et des clientèles partisans dont l'avènement est rendu possible par l'absence de toute éducation démocratique chez les militants et les citoyens...il faut noter aussi un de ses effets les plus sournois : le paternalisme.

Le paternalisme constitue un véritable frein pour la formation politique et l'initiative consciente et créative du militant et du citoyen. Il traduit un genre d'autorité archaïque faussement débonnaire et anti- populaire et secrète, fatalement, une conception infantile de la responsabilité.

Cette altération des valeurs révolutionnaires a eu également pour résultat de compenser la formation politique déficiente par des attitudes purement extérieures : le formalisme.

C'est ainsi que le patriotisme, l'esprit révolutionnaire, deviennent parfois synonymes de gesticulation frénétique ». (p690)

Le texte dénonce également « l'esprit petit-bourgeois. Le manque de fermeté idéologique au sein de du F.L.N. a permis à cet esprit de s'introduire dans les rangs d'une grande partie des cadres de la jeunesse. » (p690)

« Les caractéristiques saillantes de l'esprit petit-bourgeois.(sont tout à la fois)les habitudes faciles...la fuite devant la réalité en l'absence de toute formation révolutionnaire, la recherche individualiste des situations stables, du profit et des satisfactions dérisoires d' amour propre...etc.

« L'une des causes essentielles qui ont entravé le développement de F.L.N. sur le terrain idéologique, contribué à l'aggravation de toutes ses

faiblesses et pesé lourdement sur la situation générale de l'Algérie en guerre, réside dans le décalage qui d'est produit entre la direction et les masses populaires. »(p690)

Nous constatons, à travers ces extraits, que le programme de Tripoli recommande un véritable saut qualitatif en matière d'éducation politico idéologique des membres du F.L.N. pour les amener à plus d'efficacité dans leur travail spécifique et à la hauteur des deux principaux défis de l'heure : d'un côté déjouer le plan néo-colonialiste du gouvernement français, et, d'un autre côté, se préparer à la tâche grandiose de reconstruction du pays.

2- LES TACHES DE RECONSTRUCTION DU PAYS OU LA « REVOLUTION DEMOCRATIQUE POPULAIRE »

3.1. Le volet politique

La résolution démocratique populaire est définie comme étant « l'édification consciente du pays, dans le cadre des principes socialistes et d'un pouvoir aux mains du peuple » (p694)

Un peu plus loin, il est précisé que le voie socialiste suppose « une collectivisation des grands moyens de production et une planification rationnelle ». (p694)

La révolution démocratique populaire, comme son appellation l'indique, doit avoir nécessairement un contenu démocratique pour « favoriser et garantir l'émancipation de l'homme et la jouissance pleine et entière des ses libertés » (p694). Elle doit également avoir un contenu populaire grâce à « la vigilance et le contrôle direct du peuple... la femme algérienne (pouvant) alors assumer pleinement la responsabilité qui lui revient ». (p694)

Le peuple est défini comme étant le rassemblement de la paysannerie, des travailleurs en général, des jeunes et des intellectuels révolutionnaires. La bourgeoisie est franchement exclue des rôles du pouvoir, elle représente un danger qu'il faut combattre en empêchant « par des mesures adéquates, l'extension de (sa) base économique...en liaison avec le capitalisme néo-colonial ». (p695)

La révolution démocratique populaire exige qu'elle soit dirigée par une avant-garde consciente car « l'édification d'un Etat moderne et l'organisation d'une société révolutionnaire imposent le recours à des méthodes et critères

scientifiques dans la théorie et dans la pratique. La conception et l'exercice de la responsabilité politique doivent s'appuyer sur l'analyse objective des faits et l'appréciation correcte des réalités. Ce qui suppose, aussi, un esprit de recherche rationnelle et un effort de prospection concrète. » (p695)

Enfin la révolution démocratique populaire exige une nouvelle définition de la culture. « A cet égard, le relèvement indispensable du niveau culturel des militants, des cadres, des responsables et des masses en général, revêt une importance capitale.

Il permettra, notamment, d'inculquer à tous les sens du travail et d'élever ainsi le rendement de la production dans tous les domaines. » (p696)

3.2. Le volet économique et social

Sachant que le développement économique est un moyen dont le but est l'amélioration de la situation des citoyens, il s'agit d'initier « une politique sociale au profit des masses pour élever le niveau des travailleurs, liquider l'analphabétisme, améliorer l'habitat et la situation sanitaire, libérer la femme ». (p697)

Comme en 1962, l'Algérie est un pays essentiellement agricole, il devient évident que les tâches économiques de la révolution démocratique populaire accordent la première importance à la question agraire.

La réforme agraire c'est d'abord « la limitation de la propriété foncière en général... (et l'introduction) des formes collectives de mise en valeur et un partage des terres sans parcellisation. Cette solution doit être appliquée avec l'adhésion volontaire de la paysannerie...la réforme agraire doit être entreprise autour du mot d'ordre « la terre à ceux qui la travaillent »... » (p699)

L'augmentation des rendements agricoles d'une manière générale repose sur la diffusion massive des techniques modernes dont la mécanisation qui suppose la fabrication des matériels agricoles, du tracteur à la moissonneuse-batteuse. Ce qui explique la nécessité d'accorder au secteur industriel l'importance qu'il mérite, d'abord pour répondre aux besoins logistiques de l'agriculture et ensuite pour essayer de couvrir, autant que possible, les autres besoins nationaux en matière de produits industriels de toutes sortes.

Jeter les bases d'une industrialisation nationale et tributaire des investissements les plus lourds. Ou trouver les moyens financiers nécessaires ?

D'abord il s'agit de nationaliser les compagnies d'assurances, les banques et le commerce extérieur et, à plus long terme, les richesses minérales et énergétiques en commençant rapidement la formation « des ingénieurs et techniciens...selon un plan qui mettrait le pays en mesure de gérer lui-même ses richesses... » (p701)

Les entrées financières qui seront progressivement dégagées permettront « à l'Etat de réunir les conditions nécessaires à la création d'une industrie lourde ». (p701)

Les investissements puis la gestion des différentes branches sera assurée par « des sociétés d'Etat par produit ou groupe de produits ». (p701)

CONCLUSION

Ainsi, le programme de Tripoli constitue l'un des textes fondamentaux du F.L.N. Pour s'en convaincre, il suffit de le lire puis de l'examiner attentivement. On y découvre très clairement que toutes les années soixante et soixante dix consacrées à l'application fidèle des orientations qui y ont été tracées, notamment en ce qui concerne les deux préoccupations majeures du moment et que nous avons mis en relief dans notre présent article : Déjouer le plan néo-colonialiste du gouvernement français et jeter les bases d'un véritable développement économique de l'Algérie. Mais a-t-on bien pris réellement conscience d'autres dangers sur le plan strictement interne et tant dénoncés par le discours politique d'alors à l'instar des discours de Tizi-Ouzou et Oran en particulier ?

Bibliographie

- « Annuaire de l'Afrique du Nord(1962). Algérie, Maroc, Tunisie »
.CNRS Paris.
- **Mandouze A.** (1962) : La révolution algérienne par les textes »
Paris, f. Maspero, 3ème édition.
- **Lebdjaoui M.** (1970) : « Vérités sur la révolution algérienne »
Paris Gallimard.
- **Fanon F.** (1959) : « L'an V de la révolution algérienne, sociologie
d'une révolution ». Paris Maspero.
- **Nora P.** (1961) : « Les français d'Algérie », Julliard Paris.